

Vite, une coordination pour la politique agricole en Afrique

Le financement de l'agriculture sur le continent s'est complexifié ces dernières années avec la montée en puissance du secteur privé et l'arrivée de nouveaux acteurs. Notamment des pays émergents



Un monde qui change. C'est le constat dressé par René Carron, président de la Fondation FARM, à propos de l'agriculture, à l'occasion de l'ouverture du colloque « Investissement privé et développement durable », organisé conjointement avec Pluriagri le 14 décembre 2015 à Paris. Depuis la création de la fondation il y a dix ans, les termes du débat sur la place de l'agriculture dans le développement économique en Afrique ont radicalement

changé, souligne-t-il.

Longtemps délaissée, l'agriculture est redevenue une priorité aussi bien dans le secteur public que privé, où l'on considère désormais que c'est un domaine où « on peut faire des affaires ». L'envolée des prix des biens alimentaires en 2008 et la crise qui s'est répandue provoquant les émeutes de la faim dans plusieurs pays en développement, a conduit les Etats, mais aussi les

baillleurs de fonds à placer l'agriculture en haut de leur agenda. Objectif, renforcer la sécurité alimentaire tout en rendant cette activité attrayante, notamment pour les jeunes, attirés par les lumières des villes.

Manque de vision globale

Cependant, si l'agriculture est redevenue un enjeu prioritaire, avec une croissance des financements publics et privés depuis

le début des années 2010, Jean-Jacques Gabas, chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) note l'absence d'une vision d'ensemble des sources de financement. Il regrette aussi la faible coordination face à l'intervention éclatée qui conduit à un problème de pilotage des politiques agricoles. Ces dernières années, la multiplication des acteurs, chacun poursuivant sa propre stratégie, et des sources de financement vers le secteur agricole, renforce la complexité d'une compréhension globale, notamment pour les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds.

Deux mondes s'ignorent. Du côté de la sphère publique ou des bailleurs de fonds, les informations existent et sont diffusées notamment pour les programmes mis en œuvre. En revanche, dès qu'on passe dans la sphère privée, le manque d'informations disponibles est flagrant. « Il en est ainsi des investissements directs étrangers, de l'utilisation des prêts dans le cadre de la micro-finance, des financements issus des transferts de revenus des travailleurs migrants ou encore (et c'est très certainement le volume le plus important...) des financements venant des agriculteurs eux-mêmes. Il n'y a aucun suivi sur chacune de ces composantes », déplore J.J. Gabas.

Manque de coordination

En deux mots, il n'existe pas de suivi détaillé et complet des financements tant privés que publics qui donnerait une idée exacte des montants et de leurs répartitions géographiques et par produit. A cela s'ajoute un manque de coordination et de vision globale de l'ensemble des acteurs. « D'un côté, le secteur privé, qui fait pourtant souvent des suivis relativement détaillés de ses propres investissements, mais semble réticent à diffuser l'information correspondante. De l'autre, les administrations visiblement pas trop curieuses de mieux connaître les financements privés », détaille-t-il. Il paraît alors difficile de promouvoir des partenariats publics privés, pourtant systématiquement mis en avant. Comment alors imaginer que l'Aide publique au développement (APD) qui est aujourd'hui considérée comme un catalyseur par sa capacité à mobiliser ces autres sources de financement qui viendraient notamment du secteur privé, puisse vraiment jouer ce rôle ? « Cette lacune dans le suivi global est symptomatique de l'absence de coordinations nécessaires entre ces différentes sources afin de trouver des financements innovants et adaptés aux besoins de l'agriculture. Une absence de suivi global risque d'aboutir

à des doublons et des angles morts », insiste Gabas. De fait, il arrive que certaines filières soient sur-financées par rapport à d'autres, pourtant plus essentielles dans une optique de développement durable. A ses yeux, la politique publique doit « jouer pleinement son rôle de régulation, mais aussi d'orientation des investissements en fonction des grands enjeux auxquels la plupart des pays d'Afrique subsaharienne sont confrontés ».

Le colloque s'est aussi penché sur l'intégration de la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises (RSE) dans l'agriculture, et la manière de travailler avec les petits producteurs.

En concluant le colloque, Ibrahim Mayaki, secrétaire exécutif du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, (Nepad), a rappelé que l'agriculture devait être pensée de manière « globale et locale », notamment pour aborder les défis que pose le changement climatique, mais aussi l'emploi des jeunes. « Une des clefs de la transformation de l'agriculture passe par celle des agriculteurs en micro ou meso-entrepreneur. L'agriculture est un business », affirme-t-il. ■

Anne Lauris

Quelle politique agricole commune pour la Cedeao ?

En 2005, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) avait adopté une politique agricole dénommée Ecowap, avec pour objectif de canaliser les efforts dans le secteur de la sécurité alimentaire et l'agriculture. Dix ans après, les conclusions d'un rapport publié en novembre 2015 par Oxfam montrent que les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes. Pourtant, la crise alimentaire de 2008/2009 avait bien donné un coup de fouet au processus avec notamment l'adoption d'un programme régional d'investissement agricole (PRIA) en 2010 et sa déclinaison en programme national dans les pays membres (PNIA). Cependant, dans le même temps, des initiatives internationales et de bailleurs de fonds se sont multipliées sans toujours s'insérer dans le dispositif régional. De fait, elles ont créé des espaces parallèles de concertation et de programmation, affaiblissant les instances régionales. Cette situation s'explique en partie par le manque de moyens financiers mis en œuvre par la Cedeao et ses partenaires, qui ont dû revoir leurs priorités face à la menace terroriste et à l'épidémie Ebola.

L'Ong Oxfam pointe aussi le manque de coordination entre les différents acteurs de cette politique commune, à savoir, la Cedeao mais aussi le Cilss (Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel) et l'Umeoa (Union économique et monétaire ouest-africaine). Par exemple, le Cilss, bras technique de la Cedeao, est de plus en plus choisi directement par certains bailleurs pour mettre en œuvre des programmes, sans impliquer la Cedeao. « En dépit de certains efforts pour mettre en place une coordination de l'aide, celle-ci reste fort dispersée, des fois contradictoire, et ne permet pas à la Cedeao d'atteindre des objectifs ambitieux à la hauteur des différentes Déclarations en la matière », constate Oxfam. Le rapport recommande aux trois organisations la Cedeao, Cilss et de l'Umeoa de travailler ensemble afin de créer un seul cadre politique pour le développement de l'agriculture régionale, d'éviter des initiatives parallèles et d'assurer une meilleure coordination de leurs activités communes.

AL